

contrôlez les armes

26 juin 2007 / COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une majorité écrasante des gouvernements soutiennent un Traité sur le Commerce des Armes

La campagne Contrôlez les Armes: Oxfam International, Amnesty International et le Réseau d'Action International sur les Armes Légères (RAIAL/IANSA)

Les militants à travers le monde célèbrent en ce moment une victoire considérable grâce à la participation de plus de 80 gouvernements au processus de l'ONU sur un Traité sur le Commerce des Armes.

Il n'existe à présent aucun contrôle au niveau mondial sur le commerce des armes. Le traité proposé vise à mettre en place des normes mondiales qui pourront sauver des milliers des vies et tenir les marchands d'armes pour responsables de leurs actions.

Dans son discours lors d'une conférence à New York au début du mois, le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a confirmé que le traité proposé établirait des normes communes internationales pour l'importation, l'exportation et le transfert de toutes les armes conventionnelles. Il a ajouté que le traité apporterait une contribution importante à la réalisation des objectifs universels humanitaires, des droits humains et de développement.

Contrôlez les armes affirme que le travail de la société civile mondiale doit être reconnu comme un facteur déterminant au succès du processus du traité jusque à présent.

Contrôlez les Armes a coordonné plus de 100 Consultations Populaires à travers le monde, et la majorité de ces Etats ont fait des soumissions à l'ONU. Les soumissions ont montré un soutien à grande échelle pour un traité qui protège les droits humains et le développement durable et renforce la sécurité régionale.

« Aux Philippines, mon pays d'origine, la non-régulation du commerce des armes alimente des abus généralisés des droits humains; des assassinats à motivation politique et des atteintes à la liberté d'expression se produisent régulièrement. Depuis le début, je savais que les Consultations Populaires seraient une campagne importante pour assurer la prise en compte la voix du grand public. Il est vraiment positif que les gouvernements aient entendu les voix des gens qui souffrent quotidiennement de la violence armée», a dit Fred Lubang de Non Violence International, représentant de la campagne Contrôlez les Armes.

Au cours de la semaine dernière, deux principaux corps régionaux ont réaffirmé leur soutien au Traité proposé. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Conseil de l'Union Européenne (EU) ont fait des déclarations publiques pour soutenir des mouvements vers une régulation plus responsable et plus rigoureuse du commerce mondial des armes.

« Nous accueillons favorablement les déclarations de soutien du Secrétaire Général de l'ONU, de la CEDEAO et de l'Union Européenne. Tous les gouvernements doivent à présent s'assurer que les droits humains, le droit international humanitaire et le développement durable sont au cœur du Traité sur le Commerce des Armes et que ce dernier peut sauver des vies», a déclaré Heather Sutton de Sou da Paz au Brésil.

« Les Chefs d'Etat se réuniront à l'Union Africaine, la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) et le Forum des Iles du Pacifique se réuniront au cours des prochains mois; nous voulons voir ces organisations régionales s'engager à soutenir un Traité sur le Commerce des Armes. Nous espérons que toutes les réponses au Secrétaire Général seront soigneusement considérées quand l'Assemblée Générale de l'ONU tiendra de nouvelles discussions sur le traité en octobre de cette année», a fait remarquer Charles Nasibu Bilali, chercheur Congolais et militant de la campagne Contrôlez les Armes.

Les soumissions des Gouvernements sont actuellement en cours d'examen par le Secrétaire Général, action dont la prochaine sera de mettre en place un Groupe d'Experts Gouvernementaux qui commencera formellement le travail sur un Traité sur le Commerce des Armes en 2008.

FIN

Pour plus d'information, veuillez prendre contact avec:

Oxfam International: Jennifer Abrahamson +1 212 687 2150 (tél bureau) ou +1 202 321 7858 (tél portable)

Amnesty International: Pollyanna Truscott +1 212 867 8878 (tél bureau) ou +1 646 884 2964 (tél portable) RAIAL/IANSA: Mark Marge (à New York) +1 646 257 4130 (tél bureau) ou +1 646 207 6523 (tél portable); Kate Noble (à Londres) au +44 20 7065 0875 (tél bureau) ou 07 900 242 869 (tél portable)

Notes aux rédacteurs:

- Les personnes disponibles pour des interviews on participe activement à la campagne des Consultations Populaires en Afrique du Sud, Thaïlande, République Démocratique du Congo, Brésil, Inde et Iles Fidji. Les demandes d'interviews en anglais, espagnol, français, italien et portugais peuvent être facilitées. Les courtes biographies des personnes disponibles à interviewer sont en annexe.
- La campagne Contrôlez les Armes est une initiative conjointe d'Amnesty International, Oxfam International et le Réseau d'Action International sur les Armes Légères (RAIAL/IANSA). Des centaines d'organisations non gouvernementales du monde entier travaillent avec Contrôlez les Armes pour réduire la prolifération et le mauvais usage des armes.
- La date limite officielle pour les soumissions gouvernementales sur un Traité sur le Commerce des Armes au Secrétaire Général de l'ONU était le 20 juin, mais les soumissions seront acceptées jusqu'à la fin du mois et délivrées comme des addenda au document principal de consultation.